

La résistance en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale

Fabrice Maerten (CEGESOMA)

Dès l'été 1940, un petit nombre de femmes et d'hommes refusent de se soumettre à la loi de l'occupant. Cet état d'esprit, qui mènera de plus en plus de personnes à la résistance, soit à la lutte organisée contre l'envahisseur et ceux qui le soutiennent, s'appuie en premier lieu, comme dans tous les pays occupés par le *Reich*, sur deux valeurs, l'antifascisme et surtout le patriotisme. Mais pour que celles-ci soient opérantes, il est important que dans la hiérarchie des autres valeurs adoptées, prédominent des éléments venant renforcer ces principes de base, comme le pro-communisme, l'anglophilie, le goût pour la liberté, celui pour la justice, l'attrait pour la démocratie, le sens de la solidarité, et surtout la germanophobie.

1. La mise en place des principales composantes

Cela permet de mieux comprendre pourquoi la résistance s'est au départ particulièrement développée dans une petite et moyenne bourgeoisie francophone proche des milieux d'anciens combattants, marquée par le souvenir de 14-18 et où règne, dès avant l'invasion, un patriotisme empreint d'une forte germanophobie. La seule présence de l'ennemi associée à l'absence d'effondrement de l'Angleterre suffit à un certain nombre de ses membres pour entamer le combat clandestin à l'automne 1940. Attestent de l'activité de ce premier noyau résistant l'aide accordée aux soldats anglais désireux de rejoindre la Grande-Bretagne, la mise en place d'embryons de services de renseignements et la création de multiples feuillets clandestins. Mais la preuve la plus tangible de son développement réside dans la réussite, en particulier à Bruxelles, de sa campagne menée alors en faveur de la commémoration du 11 novembre 1918.

Ce qui aurait pu constituer un deuxième noyau fédérateur, à savoir la constellation des partisans de la lutte antifasciste contre les tendances d'extrême droite en Belgique et à l'étranger dans la seconde moitié des années 1930, a volé en éclats sous la pression des événements. Ses leaders situés dans la gauche modérée (certains démocrates-chrétiens, mais surtout des libéraux et des socialistes) sont profondément ébranlés par l'effondrement des démocraties occidentales, estimées par beaucoup incapables de répondre aux défis de la modernité et responsables de la cuisante défaite du printemps 1940. Seuls quelques groupuscules socialistes (à Anvers, Bruxelles et surtout Liège) tentent de secouer l'apathie générale, mais ils sont trop isolés pour constituer une véritable force attractive.

L'extrême gauche communiste se voit quant à elle contrainte d'adopter une attitude attentiste depuis la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. L'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne le 22 juin 1941 modifie totalement les perspectives pour le parti communiste de Belgique (PCB). Libéré de toute ambiguïté, mais aussi pourchassé par l'occupant et sommé par le Kremlin d'attaquer l'ennemi sur ses arrières, il fait désormais du combat pour la libération du territoire sa priorité absolue. Aussi lance-t-il à l'automne 1941 le Front de l'indépendance (FI). Le mouvement, qui se drape du manteau du patriotisme pour espérer fédérer toutes les initiatives résistantes, ne réussit que partiellement dans son entreprise. Le réseau de sociabilité développé avant-guerre dans le cadre de la lutte contre le

fascisme ainsi que les traits volontaristes et populistes de l'organisation permettent bien d'attirer à lui de multiples bonnes volontés émanant de la gauche modérée, mais pas les cadres socialistes réorganisés au sein du nouveau parti socialiste clandestin qui veillent à rester à l'écart, ni la droite patriote.

A la même époque en effet, une partie de cette dernière succombe à l'attraction d'un regroupement émanant cette fois de certains milieux militaires. A ses débuts à l'automne 1940, la belgiciste Légion belge n'avait pourtant pas pour but de combattre l'occupant. Empreinte de conceptions autoritaires, elle se percevait alors comme une structure d'élite destinée à protéger le Roi des attaques des communistes, des rexistes et des nationalistes flamands dans le cas où une certaine autonomie aurait été accordée à la Belgique par le Reich. L'inanité d'une telle perspective et l'irritation croissante face à un régime perçu comme toujours plus coercitif transforment peu à peu en 1941 la Légion belge en un mouvement d'opposition destiné à soutenir les Alliés anglo-saxons à l'approche de la libération du pays.

Désormais les principales composantes de la Résistance sont en place. Mais ce qui début 1942 ne constitue encore que quelques centaines de petits groupes concentrés surtout dans les grandes villes du pays et les régions industrielles de Wallonie va petit à petit s'étoffer pour couvrir à l'été 1944 l'ensemble du territoire et rassembler à l'époque de 100 à 150.000 personnes. Divers éléments concourent à ce processus.

2. Les facteurs de développement

Si le souvenir de 14-18 et en particulier de la lutte clandestine non armée alors déjà pratiquée aide certains à s'engager très tôt dans le combat clandestin, il n'en reste pas moins que la Belgique est un Etat aux traditions démocratiques où ni les esprits, ni les structures ne sont, de manière générale, préparés à s'organiser dans l'ombre au lendemain de la défaite. Aussi de longs mois sont-ils nécessaires pour passer d'une résistance isolée et inorganisée à un appareil clandestin capable de mettre sur pied des actions susceptibles de gêner vraiment l'envahisseur. La disproportion des forces en présence rend d'ailleurs toute initiative particulièrement ardue. Des facteurs externes et internes vont permettre de surmonter ces difficultés.

A. Les facteurs externes : le soutien de Londres et la marche vers la victoire

Dès l'été 1940, les Britanniques cherchent à nouer des liens avec les premiers noyaux d'opposants, qui tentent alors vainement d'entrer en contact avec 'Londres'. Par contre, la Sûreté de l'Etat belge, créée dans la capitale britannique en novembre 1940, n'envoie son premier agent en Belgique qu'en juin 1941. A partir du second semestre 1941, une coopération plus étroite s'établit entre les services belges exilés à Londres et les structures britanniques. Plus nombreuses, les missions gagnent dès lors en efficacité.

A l'été 1942 cependant, s'opposent d'un côté la Sûreté de l'Etat – appuyée par les principaux membres du gouvernement belge – associée au *Secret Intelligence Service* (ou *SIS*, le service de renseignements extérieurs britannique), et de l'autre la Deuxième Section du Ministère de la défense nationale, théoriquement en charge de la récolte des renseignements militaires, et le *Special Operations Executive* (ou *SOE*, le service d'action britannique dans les pays occupés).

SIS et *SOE* s'affrontent pour des questions de stratégie (que privilégier : le renseignement ou l'action ?), mais aussi d'efficacité, de nombreuses tentatives opérées depuis le printemps 1941 par le *SOE* pour implanter des cellules de sabotage en Belgique s'étant soldées par des échecs. Le conflit entre la Sûreté de l'Etat et la Deuxième Section, ou en d'autres termes entre civils et militaires, est, lui, d'ordre politique. La Sûreté désire en effet contrôler toutes les missions édictées par les militaires par crainte que ces derniers ne cautionnent une Résistance d'extrême droite, favorable à un pouvoir fort détenu par le Roi.

Les conséquences de ces incompréhensions sont catastrophiques. D'août à novembre 1942, le gouvernement belge rompt tout lien avec le *SOE*, laissant de nombreux agents sur le terrain sans lien avec Londres. La Légion belge est sur le point de disparaître. L'épreuve de force est finalement remportée par la Sûreté qui constitue désormais le relais obligé entre les Britanniques et les réseaux et mouvements en pays occupé. La Deuxième Section, devenue Deuxième Direction, doit dès lors se contenter d'exploiter les renseignements transmis par la Sûreté et de concevoir les missions relatives à l'action militaire. En somme, elle ne supervise que la Légion belge.

L'année 1943 voit la consolidation des lignes d'évasion et surtout des services de renseignements grâce à l'envoi fréquent d'organiseurs et d'officiers radio pourvus d'appareils émetteurs. En outre, à partir de la même époque, une plus grande expérience, une meilleure coordination entre Belges et Britanniques, une moindre réticence sur le continent pour l'action armée et surtout la priorité accordée au soutien aux organisations de résistance présentes sur le terrain en vue d'activités dans le cadre du débarquement allié améliorent nettement l'efficacité des missions à vocation militaire.

Ainsi, à partir de l'été 1943, des agents parachutés fournissent des instructions précises, des liaisons directes et de l'argent aux principaux mouvements. Ces mêmes agents ou d'autres permettent, au printemps et à l'été 1944, des dizaines de parachutages de matériel de sabotage et d'armes. Certains d'entre eux tentent alors de coordonner les actions des grandes organisations au sein d'un Comité de coordination nationale de la Résistance, mais la bipolarisation entre le FI et l'héritière de la Légion belge, l'Armée secrète, fait échouer ce projet.

De manière générale, la coopération belgo-britannique à Londres, et en particulier les près de 300 agents envoyés en pays occupé, sont, essentiellement à partir de 1942, d'un précieux secours aux organisations de résistance. Ces dernières se plaindront cependant régulièrement de ne pas être suffisamment écoutées et surtout soutenues matériellement par Londres.

Par ailleurs, il va de soi que l'évolution de la situation internationale à partir de la fin 1942, et en particulier les événements annonçant la fin prochaine du IIIe Reich (la victoire russe à Stalingrad au début de 1943, la capitulation italienne à l'été 1943 et surtout le débarquement sur les plages de Normandie en juin 1944), favorise les adhésions aux organisations clandestines.

B. Les facteurs internes : persécution des Juifs, travail obligatoire et répression

S'il est indispensable à la Résistance, le soutien extérieur ne suffit cependant pas à sortir les groupes d'opposants de leur marginalité. Un certain frémissement s'observe après l'instauration de l'étoile de David pour les Juifs et leur déportation à l'été 1942, mais leur concentration dans quatre villes du pays (Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège) et surtout leur faible poids dans la société belge ne permettent qu'une amorce de réaction.

La mise en place à partir d'octobre 1942 du travail obligatoire en Allemagne provoque une onde de choc d'une tout autre ampleur. Les premiers mois de stupeur passés, un vaste mouvement de résistance civile, orchestré par les grands mouvements de résistance, en particulier le FI, s'organise. Il a pour but d'inciter les principales victimes de la mesure à partir du printemps 1943, à savoir les jeunes hommes, à se cacher, et de leur fournir un soutien matériel.

Dès l'été de la même année, cette action est relayée par la mission Socrate, mise sur pied par des agents envoyés par le gouvernement belge de Londres. Fort de moyens financiers importants mis à sa disposition par des financiers et industriels belges, Socrate s'appuiera, pour la distribution des fonds auprès de 40.000 réfractaires, sur le FI et d'autres organisations de résistance, mais aussi et surtout sur les traditionnels relais sociaux catholiques et socialistes.

De manière plus générale, l'intégration d'un certain nombre de réfractaires dans les structures clandestines et surtout la somme de complicités nécessaires pour venir en aide aux dizaines de milliers de proscrits élargissent considérablement la base résistante, qui s'étend désormais à la campagne et dans les forêts.

Le passage de plus en plus fréquent à la résistance active doit aussi beaucoup à l'accroissement général de la germanophobie et de la rancœur envers les collaborateurs. Le durcissement du régime d'occupation traduit par une somme toujours plus grande de vexations et de privations, ainsi que par une répression accrue orchestrée par les forces d'occupation avec la complicité de Belges à leur solde, pousse en effet de nombreux patriotes et/ou antifascistes à s'engager dans la lutte.

3. Les réseaux et mouvements : composition et action

L'arrivée de sang neuf ne modifie cependant pas fondamentalement le rapport de force entre les grands ensembles de la Résistance évoqués plus haut. Subsistent toujours à la fin de l'occupation une série de structures dominées par la petite et moyenne bourgeoisie francophone (pour l'essentiel, filières d'évasion, majeure partie des services de renseignements, Mouvement national belge, partie de la presse clandestine), le conglomerat des organisations gravitant autour du FI, et une tout aussi puissante Armée secrète (AS). Simplement, en s'étoffant de manière considérable, FI et AS sont alors beaucoup plus représentatifs de l'opinion publique, à ceci près que le FI continue à pencher à gauche et l'AS à droite.

A. Les bastions de la droite patriotique : renseignements, évasion, Mouvement national belge et partie de la presse clandestine

a. Les services de renseignements

Ainsi, la bourgeoisie patriote francophone est surreprésentée parmi les quelque 20.000 Belges impliqués dans les services de renseignements, même si, pour des raisons évidentes d'accès à l'information, il est aussi fait appel à de nombreux employés des administrations publiques, de la régie des téléphones et des télégraphes, et surtout des chemins de fer.

D'une grande importance pour les Britanniques – les informations sur les déplacements de troupes et de matériel, la localisation de cibles potentielles pour des bombardements (aéroports, usines, nœuds de communication) et la description des résultats obtenus leur sont précieuses –, les 37 réseaux de renseignements officiellement reconnus après guerre sont aussi utiles pour le gouvernement belge qui récolte par leur biais de multiples données économiques et politiques en vue de l'après-guerre. Quatre d'entre eux, Luc-Marc, Zéro, Clarence et Bayard, dépassent les 2.000 agents.

b. Les réseaux d'évasion

Le profil sociologique des milliers de résistants se dévouant dès 1940 pour venir en aide aux personnes désireuses de rejoindre le monde libre, à savoir essentiellement des Belges soucieux de servir en Angleterre, des soldats anglais coincés sur le continent, des militaires français évadés des camps allemands, des Juifs, des agents 'brûlés' et des aviateurs alliés dont l'engin a été abattu, a été moins précisément étudié.

On sait cependant que la plus importante ligne d'évasion, Comète, qui d'août 1941 au printemps 1944 vient en aide à près de 700 aviateurs et en achemine près de 300 ainsi qu'une cinquantaine de Belges au-delà de la frontière espagnole pour les remettre aux mains des Britanniques, compte parmi ses 2.000 collaborateurs un nombre relativement élevé de nobles et de jeunes femmes.

L'aristocratie est de manière générale très présente dans la Résistance, en particulier dans les mouvements à connotation militaire, ainsi que dans les réseaux de renseignements et d'évasion. Les femmes le sont moins, sauf lorsque, comme c'est souvent le cas dans la bourgeoisie et la noblesse, elles sont relativement émancipées vis-à-vis de leur mari ou de leur père, et pour autant qu'elles s'en tiennent aux rôles relativement traditionnels d'assistance et de liaison. On comprend ainsi mieux la part qu'elles occupent dans Comète.

c. Le Mouvement national belge

Né dès l'automne 1940 dans la petite et moyenne bourgeoisie francophone, le Mouvement national belge (MNB) a, comme le FI, l'ambition de devenir une structure de masse développant tous les types d'activité. Il est cependant surtout actif dans la presse clandestine, le renseignement et l'aide aux personnes traquées.

Impressionné par l'ampleur de son recrutement (15.000 membres seront officiellement reconnus), son professionnalisme et son loyalisme à son égard, le gouvernement de Londres ambitionne à l'automne 1943 d'en faire un de ses principaux points d'appui en vue du maintien de l'ordre à la Libération. Mais une vague d'arrestations opérées au sommet du

MNB en février 1944 lui ôte une grande partie de ses moyens et l'empêche de jouer quelques mois plus tard le rôle qui lui avait été assigné.

d. La presse clandestine

La moitié des 700 journaux prohibés parus sous l'occupation sont issus de la gauche modérée (socialistes notamment) et surtout de la droite. Ces clandestins sont favorables à des formes non violentes de résistance (aide aux illégaux, récolte de renseignements) ; en outre, ils font confiance à la justice d'après guerre pour mener à bien une épuration ferme mais mesurée.

Si elle vise à réfléchir à l'organisation de la Cité, la presse clandestine cherche surtout au départ à redresser le moral de la population et à contrebalancer la propagande allemande. Elle sert en outre de base de recrutement pour les mouvements en formation. Rédigés trois fois sur quatre en français, ces journaux, qui paraissent surtout à Bruxelles, ne paraissent en général qu'une fois par mois et ne comportent souvent que quelques pages. Par ailleurs, ils sont rarement imprimés, ce qui ne permet guère de dépasser les 1.000 exemplaires par numéro. Enfin, les dangers liés à la production et surtout à la distribution provoquent régulièrement le démantèlement des équipes. Une vingtaine de clandestins à peine parviennent à traverser toute l'occupation.

B. Du parti communiste au grand mouvement de résistance de la gauche patriotique : le Front de l'indépendance

A l'inverse du MNB, le FI est bien devenu à la Libération le grand mouvement de masse espéré à ses origines. Ceci dit, deux éléments tempèrent le succès apparent du PCB. D'abord, si le FI est bien implanté à Bruxelles et dans les bassins industriels wallons, il l'est beaucoup moins dans les régions rurales du sud du pays et surtout en Flandre. Ensuite, le renouvellement des cadres du Parti, régulièrement frappés par la répression, n'est pas assez rapide pour assurer un contrôle étroit sur le mouvement. C'est surtout le cas à partir du printemps 1943, époque où le FI attire de plus en plus de femmes et d'hommes venus d'horizons relativement divers et où le Parti est à plusieurs reprises ébranlé par des vagues d'arrestations. Ceci dit, la multiplicité de ces activités, tant armées que civiles ou syndicales, est remarquable.

a. La résistance armée : les Partisans et les Milices patriotiques

Parmi les diverses composantes de la nébuleuse FI, deux sont particulièrement visibles en septembre 1944, les Milices patriotiques et l'Armée belge des Partisans (respectivement 22.000 et 13.000 membres reconnus).

En voie de formation à partir de la fin de l'été 1941, les Partisans pratiquent d'abord de petits sabotages. A partir du printemps 1942, ces actions se développent. En outre, débute à l'époque une campagne d'attentats contre les collaborateurs qui ne cessera de s'intensifier jusqu'à la Libération. Mais les enquêtes 'musclées' de la police SS aboutissent entre le printemps et l'été 1943 à un vaste coup de filet dont les effets se font sentir jusqu'au sommet de l'appareil des Partisans et du PCB.

Parti et Partisans mettent en place de nouvelles équipes dirigeantes à la fin de l'été 1943. Dès lors, les Partisans multiplient les sabotages et les attentats dans tout le pays, et ce malgré la répression constante et le peu de moyens matériels – à peine trois parachutages d'armes – fournis par Londres. Ainsi, grand nombre des 850 homicides perpétrés contre des collaborateurs sous l'Occupation leur sont dus. Cependant, les Partisans ne constituent pas vraiment un mouvement de masse : même à l'approche de la Libération, ils demeurent une troupe d'élite dont le rôle consiste alors surtout à épauler une structure censée représenter la population en armes, les Milices patriotiques (MP).

Ce dernier groupement, qui n'apparaît comme tel qu'en juin 1944, recrute la plupart de ses membres dans le vivier du FI et des réfractaires au travail obligatoire en Allemagne. Mais cela ne suffit pas à faire des MP la grande organisation rêvée. D'abord, beaucoup de réfractaires refusent de se jeter dans l'action; ensuite, des mouvements comme l'Armée secrète disposent de meilleurs atouts en termes d'encadrement et de matériel pour attirer ceux désireux d'en découdre.

En définitive, la plupart des MP sont des membres du FI ayant œuvré précédemment dans des formes d'activité non violentes. Le manque de moyens et d'hommes, les consignes de prudence de Londres et la libération rapide du pays limitent d'ailleurs l'implication des MP dans le combat armé et privent le PCB d'un argument de poids à l'heure de la reprise en mains du pays par les autorités belges.

b. La résistance civile : l'aide aux illégaux et la presse clandestine

Le FI, dont la teinte wallonne des débuts, présente surtout à Liège, est rapidement effacée par un parti communiste soucieux de fournir une image belgiciste, cautionne dès 1942 les opérations des Partisans. Mais elle soutient aussi des formes non violentes d'engagement, comme en témoigne la création d'une structure d'aide aux familles des victimes de la répression, Solidarité, qui adhère officiellement au FI en novembre 1942. Dès lors, des milliers d'hommes et surtout de femmes se dévouent sans compter pour récolter et distribuer des fonds aux proches des résistants du FI capturés par l'ennemi.

La propagande est un autre type d'action largement développé par l'organisation. Des milliers de membres se mobilisent pour rédiger, confectionner et/ou distribuer les quelque 150 feuilles en rapport direct ou indirect avec le FI, auxquelles il faut encore ajouter une centaine d'organes des Comités de lutte syndicale (CLS), liés au mouvement. Comme les nombreuses feuilles se réclamant directement du PCB, les clandestins du FI poussent à l'action directe et prônent une répression féroce à l'encontre des collaborateurs.

Outre dans la propagande et l'aide aux familles des victimes de la répression, le FI s'investit dès la fin de 1942 dans la lutte contre la déportation. Après avoir poussé les appelés à ne pas se rendre en Allemagne, il crée, à partir du printemps 1943, des comités d'aide aux réfractaires. A l'été de la même année, le mouvement intègre la mission Socrate. Mais alors qu'il compte orchestrer la manœuvre, le FI est forcé par les bailleurs de fonds du projet, des notables demeurés en Belgique, de s'en tenir à un rôle relativement secondaire.

Enfin, après les grandes rafles de l'été 1942 à Anvers et à Bruxelles, des Juifs communistes et des sionistes de gauche décident d'unir leurs forces pour porter secours à ceux qui ont échappé à la déportation, en créant le Comité de défense des Juifs (CDJ). Se côtoient dans ce mouvement dès le départ affilié au FI, des personnes venues de tous les horizons, ce qui permet le développement d'une multitude de contacts utiles pour récolter des fonds, réaliser de faux documents et héberger des personnes traquées. Le CDJ aidera au sauvetage de plusieurs milliers de Juifs, dont plus de 3.500 enfants.

Le FI est ainsi le principal artisan d'une résistance humanitaire qui, outre les familles des prisonniers politiques et les résistants contraints à l'illégalité, soutient de nombreux soldats français évadés d'Allemagne, une multitude de prisonniers russes et polonais, des dizaines de milliers de réfractaires et environ 30.000 Juifs qui échappent grâce à elle à une mort certaine.

c. La résistance syndicale : les Comités de lutte syndicale

Le parti communiste crée d'autres sous-structures dans l'orbite du FI, comme les CLS. Lancés au début de l'année 1942, ces derniers poussent ouvriers et employés à réclamer de meilleures conditions de travail, mais aussi à lutter contre l'occupant. Leurs actions revendicatives et patriotiques (diffusion de mots d'ordre, sabotage de la production, grèves) leur attirent la sympathie de nombreux travailleurs excédés par l'occupation et privés de contact avec une organisation syndicale socialiste déficiente.

Dans les bassins industriels wallons, ils menacent même l'hégémonie des socialistes. Ces derniers privilégient la négociation au sommet entre représentants de l'Etat, patrons et syndicats traditionnels, ainsi que la préparation d'un programme réformateur. Soucieux, dans cette optique, de ne pas perdre trop de forces vives, ils combattent essentiellement le régime nazi par la production et la diffusion de journaux clandestins, et par le soutien aux réfractaires via le service Socrate. Seuls gains susceptibles d'être vraiment rentabilisés sur le plan politique après la guerre, les CLS disparaîtront dans la tourmente qui emportera le PCB une fois la paix revenue.

C. Des saboteurs hors-pair issus de la libre pensée : le Groupe G

Né dans les milieux antifascistes de l'Université libre de Bruxelles avec l'appui des autorités belges de Londres, ce groupement élitiste (4.000 membres reconnus), dirigé par des techniciens hors pair, s'en prend méthodiquement et avec efficacité à partir de l'automne 1943 aux voies de communication ferroviaires et fluviales, ainsi qu'à l'approvisionnement en énergie. Malgré un assez faible apport extérieur en matériel et surtout une répression qui atteint 20% de ses membres, il poursuit sa mission jusqu'à l'arrivée des Alliés, intensifiant même ses actions contre les voies ferrées à partir du débarquement.

D. La résistance des militaires : l'Armée secrète

Le Groupe G est alors rejoint dans ses activités par l'Armée secrète, mouvement le plus étoffé à la veille du débarquement (54.000 membres avérés). L'AS connaît cependant une évolution en dents de scie. La volonté de contribuer à la libération du pays et la qualité de l'encadrement mis en place dès l'été 1941 permettent au groupement de croître jusqu'au printemps 1942.

Mais des vagues d'arrestations liées à l'inexpérience du combat clandestin s'étalant de l'été 1942 à avril 1943 ne sont pas loin d'anéantir une organisation au surplus désavouée à l'automne 1942 par les autorités belges à Londres qui la soupçonnent alors d'être un instrument de renforcement du pouvoir du Roi.

Certains cadres ont cependant échappé aux polices allemandes. Leurs efforts pour reconstituer le mouvement sont désormais encouragés par le gouvernement de Londres qui, à l'été 1943, leur transmet des instructions et des fonds. Des sommes plus importantes sont fournies à partir de mars 1944. Ce même mois ont lieu les premiers parachutages d'armes et d'explosifs depuis la fin de la série préliminaire d'envois en mai 1943. Au total, entre le début 1943 et la Libération, 1.789 conteneurs remplis de matériel militaire sont largués.

A l'abri des soucis financiers et doté d'un arsenal relativement riche, le mouvement, qui dispose à partir de mai 1944 de liaisons radio permanentes avec Londres, entame en juin 1944 à la demande du gouvernement belge, des actions contre les voies de communication et les moyens de transmission utilisés par l'armée allemande. Il contribue alors à la multiplication des sabotages sur le territoire. Ceux-ci passent en effet de 100 à 250 par mois de septembre 1943 à mai 1944 (ils sont alors essentiellement l'œuvre des Partisans et du Groupe G), à entre 400 et 600 par mois de juin à août 1944, augmentant considérablement la gêne occasionnée à l'occupant.

A l'approche de la Libération, l'AS harcèle l'ennemi par des actions ponctuelles de guérilla. Durant la première quinzaine de septembre enfin, elle fournit un appoint précieux aux Alliés en effectuant de nombreuses missions de liaison et de 'nettoyage' des poches éparées de résistance allemande. Sa contribution, avec le FI et le Mouvement national royaliste, groupement encore plus à droite que l'AS, à la libération rapide de la ville et surtout du port d'Anvers, seule installation portuaire de l'Atlantique reprise pratiquement intacte aux Allemands, est en particulier à souligner.

Reposant sur un cadre militaire, l'AS recrute dans toutes les couches de la société, même si les ouvriers y sont relativement moins nombreux qu'au FI. Par ailleurs, son développement en Flandre y est remarquable. Mais de manière générale, qui sont les résistants, pourquoi s'engagent-ils, comment vivent-ils et quels risques prennent-ils ?

4. Les résistants

A. La répartition entre la Flandre et la Belgique francophone

La lutte paraît plus tardive et moins intense dans le nord du pays. Ainsi, plusieurs rapports rédigés au cours de l'occupation par les services secrets belges à Londres se plaignent d'une activité moindre des mouvements de résistance en pays flamand. Les statistiques des actions armées par région appuient ces dires, puisque 72% d'entre elles ont lieu en Wallonie, 14% à Bruxelles et 14% seulement en Flandre. Enfin, diverses analyses soulignent la sous-représentation des Flamands par rapport aux Wallons et aux Bruxellois (ils ne constitueraient au maximum que 35% des résistants contre 54% de la population belge), et plus encore des

néerlandophones par rapport aux francophones (ils ne formeraient tout au plus que 30% des opposants alors que 53% des Belges s'expriment alors uniquement en néerlandais).

Peu portés avant guerre à l'antifascisme – ils sont même alors relativement attirés vers les théories autoritaires et corporatistes – les Flamands semblent surtout éprouver plus de difficultés que les Bruxellois et les Wallons à combattre en faveur d'une patrie belge pour laquelle ils ont souffert et consenti des sacrifices en 1914-1918, et qui, aux yeux de beaucoup d'entre eux, refuse de leur accorder ce qui leur apparaît comme légitime ou ne leur concède que de mauvaise grâce.

B. Le résistant-type, selon l'âge et le genre

Ceci dit, dans les années 1943 et surtout 1944, la Résistance acquiert un grand capital de sympathie dans l'ensemble de la population belge, de plus en plus excédée par les rigueurs de l'occupation. Malgré tout, elle reste un phénomène largement minoritaire, touchant tout au plus 2 à 3% de la population 'en âge de résister' (soit grosso modo de 16 à 65 ans). C'est que les risques réels engendrés nécessitent un courage – ou une intrépidité – qui n'est pas donné à tout le monde; en outre, la clandestinité à laquelle aboutissement fréquemment les opposants impose de redoutables ruptures vis-à-vis du travail et de la famille.

On comprend dès lors que le phénomène concerne surtout les hommes de 20 à 40 ans, plus tentés de se distinguer, plus imprégnés d'esprit d'aventure et plus impulsifs (ou plus inconscients?) que leurs aînés, et moins confinés que les femmes du même âge dans les tâches liées à la survie de la cellule familiale.

C. La part des étrangers et des principales catégories socio-professionnelles

Parmi les résistants se trouve une proportion non négligeable d'étrangers, en particulier dans les organisations clairement antifascistes. Par ailleurs, les classes moyennes paraissent sur-représentées, ce qui pourrait s'expliquer par leur haut niveau d'engagement dans la vie démocratique. De manière corollaire, les agents de l'Etat semblent plus impliqués que les autres travailleurs, ces derniers se sentant sans doute moins directement menacés par la mise en place d'un Ordre nouveau.

En outre, dans les entreprises, la lutte sociale paraît, pour des raisons évidentes de survie, l'emporter généralement sur le combat 'patriotique'. La dégradation importante des conditions de vie de plus en plus clairement imputable à l'occupant et les mesures de déportation prises à partir d'octobre 1942 pousseront cependant un nombre toujours plus grand d'ouvriers à s'immiscer dans la lutte.

Les agriculteurs, enfin, n'interviennent vraiment qu'à partir de 1943, année où de nombreux illégaux – aviateurs alliés, prisonniers russes, Juifs, résistants pourchassés et avant tout réfractaires – quittent les régions urbaines où sévissent des dénonciateurs difficilement repérables dans la masse et surtout de très pénibles conditions d'existence, pour gagner la campagne, plus sûre et mieux pourvue en produits de première nécessité.

D. L'utilité, une question de culture

Le cas des paysans souligne l'importance fondamentale de la notion d'utilité. Comme effectivement, l'engagement exige de lourds sacrifices, il doit être tenu comme profitable au bien commun, et en particulier à l'aspiration partagée par le plus grand nombre, à savoir la libération du pays. Or, tout au moins pendant les premières années d'occupation, la plupart des Belges ne voient pas en quoi rassembler des renseignements pour des hypothétiques libérateurs ou diffuser la presse clandestine peut contribuer de manière tangible au dénouement favorable du conflit.

Pourtant, des milliers de personnes jugent l'action civile des mouvements suffisamment utile pour prendre le risque d'y participer. L'utilité ne constitue donc pas une valeur absolue. Si elle est appréciée de manière subjective, c'est qu'elle renvoie à une culture politique qui définit les termes de l'action tout en lui affectant un sens.

Ainsi, les communistes sont rompus depuis l'entre-deux-guerres à divers types de combat (propagande, solidarité et même certaines formes de violence, comme les affrontements de rue) destinés à contester le pouvoir en place. C'est donc tout naturellement qu'ils font usage de ces moyens pour tenter d'unir la population contre l'occupant et le déstabiliser. A l'inverse, il est beaucoup plus ardu à ceux qui sont généralement associés à la direction du pays de briser le réflexe de soumission à l'ordre établi. Pour ce faire, il faut que l'action résistante envisagée ait une légitimité qui, à leurs yeux, la rende quasi légale. Le soutien aux réfractaires développé par les socialistes et les catholiques entre manifestement dans cette catégorie.

En outre, l'expérience en termes de presse clandestine, de chaîne d'évasion et de récolte de renseignements, acquise surtout par des éléments de la bourgeoisie francophone pendant la Première Guerre mondiale, facilite dans ces domaines le passage à l'illégalité parmi les tenants de ce courant. Quant aux militaires, lorsqu'ils ne sont pas décontenancés par la passivité de leur chef suprême, le Roi, ils ne peuvent souvent envisager que de préparer un plan de bataille à grande échelle, démarche dangereuse dans la clandestinité et qui leur coûte effectivement cher.

Ces schémas valent également pour les individus qui, à leur niveau, s'investissent dans un combat qu'ils estiment utile. Si tant de Belges aident des Juifs, des aviateurs alliés ou des réfractaires, c'est sans doute parce que cette action mobilise un savoir-faire élémentaire réactivant des valeurs familières (la charité ou la fraternité) et offrant un résultat directement appréciable. Ceci dit, la volonté d'agir est parfois contrecarrée par les circonstances. Ainsi, après le débarquement, nombreux sont ceux à considérer comme utile de prendre les armes pour aider les Alliés à chasser l'occupant. Mais la puissance de frappe ennemie, la densité de la population et le manque de moyens matériels poussent la plupart des responsables des mouvements à prôner alors l'attentisme pour les néophytes du combat clandestin.

E. Le processus de recrutement

Concrètement, comment devient-on résistant dans cette société essentiellement urbaine au tissu social dense et complexe ? L'engagement s'établit de personne à personne, sur base d'une confiance mutuelle : soit l'intéressé sollicite auprès de sa connaissance son adhésion à l'organisation, soit il est invité par elle à entrer dans le mouvement. Les liens qui, au départ,

unissent les deux protagonistes peuvent être d'ordre familial, professionnel, associatif, politique, religieux, syndical ou de simple voisinage.

Suit le plus souvent une période de mise à l'épreuve où sont testées, par de petites tâches, les 'capacités résistantes' du nouveau membre. Si les résultats sont probants – sont particulièrement appréciés le sens de l'organisation et de la débrouillardise, le courage, le sang-froid, la discrétion et la prudence – et si la personne accepte de prendre des risques plus importants, des activités d'une plus grande ampleur lui sont confiées.

F. La vie quotidienne

Un nombre assez important de résistants parviennent cependant à conserver une vie relativement normale parce que soit ils limitent fortement leur implication dans la lutte, soit ils agissent sur leur lieu de travail, comme par exemple les agents des chemins de fer, les employés des postes, ceux des administrations ou les policiers, tous membres de professions régulièrement sollicitées, car très utiles dans les domaines de l'aide aux illégaux, de la récolte des renseignements et/ou de l'action armée.

Pour les autres, les journées sont souvent harassantes : ou ils cumulent activité professionnelle et résistante, ou, passés dans la clandestinité par crainte d'être capturés par l'ennemi, ils s'investissent à fond dans le combat et ont un emploi du temps très chargé. Les clandestins n'ont pourtant pas, de manière générale, une vie très passionnante. Ils sont presque toujours obligés, pour des raisons de sécurité, de passer l'essentiel de leurs jours et de leurs nuits seuls. En outre, ils sont accaparés par des déplacements fastidieux à pied ou via des moyens de locomotion aléatoires (vélo, tram ou train) et par une paperasserie abondante, tâches rendues nécessaires par le danger que représente un ennemi à l'affût de tout rendez-vous par principe suspect à ses yeux.

G. Les risques encourus

Il convient d'ailleurs de rappeler que tous, depuis celle qui héberge un aviateur jusqu'au chef de réseau, vivent à juste titre dans la peur de se voir arrêté, torturé et tué par l'occupant ou ceux qui collaborent avec lui. En effet, environ un résistant sur quatre est atteint par la répression, et près d'un sur dix meurt, soit exécuté, soit le plus souvent d'épuisement et de maladie dans un camp de concentration. En chiffres absolus, cela signifie que plus de 30.000 combattants de l'ombre tombent entre les mains de l'ennemi et que pas loin de 15.000 d'entre eux n'ont pas la joie de goûter à la paix et à la liberté retrouvées.

L'évolution chronologique des arrestations confirme le lent démarrage du combat clandestin (moins de 5% du total des résistants appréhendés le sont avant la fin de l'année 1941), et son intensification à partir de 1942 (le nombre d'opposants capturés au cours de ces douze mois est cinq fois plus important qu'en 1941). Elle souligne surtout l'âpreté de la lutte en 1944, puisque plus de la moitié des emprisonnements se produisent au cours de ces huit derniers mois d'occupation. Cette explosion des incarcérations ne tient pas seulement à l'amplification de l'affrontement, mais aussi à son évolution. En effet, si les formes de résistance non violentes – propagande, aide aux illégaux, récolte de renseignements – se développent encore,

leur extension est sans commune mesure avec celle de l'action armée (sabotages, attentats, réquisitions), qui, il est vrai, avait démarré sur un mode relativement mineur en 1942. Plus risqué, ce type d'activités est aussi plus sévèrement réprimé par un ennemi de plus en plus aux abois.

Il n'est de ce fait pas étonnant de constater que si les ouvriers paraissent s'engager moins et plus tardivement dans la résistance que les membres des classes moyennes, leur tendance à privilégier la lutte ouverte les conduit à subir proportionnellement une répression plus féroce. A l'inverse, les femmes (environ 15% des effectifs), qui sont la plupart du temps confinées à des tâches de courrier ou d'intendance, sont moins souvent appréhendées que les hommes (une fois sur cinq au lieu d'une fois sur quatre). Surtout, elles connaissent un taux de mortalité nettement inférieur (de 2 à 3% contre environ 10% pour leurs compagnons).

5. Bilan

A. Une contribution précieuse sur le plan militaire, moral et humanitaire

Même si cela ne doit pas faire oublier la somme de tâtonnements et d'échecs aux conséquences souvent dramatiques, la Résistance belge peut se targuer de réussites incontestables.

D'abord, sur le plan militaire, si elle ne parvient pas à desserrer de manière perceptible l'emprise des Allemands sur le pays, elle gêne tout de même ces derniers et fournit une aide appréciable aux Alliés. Ainsi, les sabotages perpétrés en grand nombre de l'automne 1943 à la veille de la Libération – entre 100 et 250 par mois de septembre 1943 à mai 1944, puis de 400 à 600 par mois de juin à août 1944 – perturbent alors l'occupant. L'aide apportée lors des combats libérateurs n'est pas non plus négligeable. En empêchant la destruction de ponts, en renseignant les Alliés sur la présence ou l'absence des troupes ennemies et en nettoyant de petites poches de résistance allemande, les opposants accélèrent le dénouement de la campagne de Belgique, menée, pour l'essentiel, entre le 2 et le 17 septembre 1944. La contribution de la Résistance à la libération rapide d'Anvers, seule port de l'Atlantique repris pratiquement intact aux Allemands, est en particulier à souligner.

Les dizaines de milliers de documents transmis à Londres par les services de renseignements concourent également à la victoire finale. Par ailleurs, les chaînes d'évasion permettent à des centaines de pilotes de rejoindre l'Angleterre et d'y reprendre le combat, à des dizaines d'agents de rendre compte de leur mission accomplie en pays occupé, et à de nombreuses personnalités de gagner Londres. Nombre d'homicides parmi les 850 perpétrés sur les collaborateurs participent aussi à cette logique militaire en mettant fin aux agissements de dénonciateurs.

Les attentats, mais aussi et surtout la presse prohibée, contribuent par ailleurs à empêcher la population de basculer ou de persévérer dans le soutien à l'occupant. Cette même presse, par le maintien d'un débat démocratique, et les services de renseignements, par l'envoi au gouvernement belge à Londres d'une multitude d'informations de type politique et économique, aident en outre au redémarrage relativement aisé de la vie publique une fois l'occupant chassé du pays. Enfin, la Résistance augmente le crédit de la Belgique auprès des vainqueurs du conflit.

Son mérite est aussi humanitaire. En effet, outre les familles de ses prisonniers politiques, elle soutient de nombreux soldats français évadés d'Allemagne, une multitude de prisonniers russes et polonais, des dizaines de milliers de réfractaires et environ 30.000 Juifs qui échappent ainsi à une mort certaine.

B. Un héritage modeste

Malgré ces multiples références, la Résistance ne laisse pourtant qu'un très modeste héritage. Sa réputation est ternie par les excès de violence (attentats peu justifiables, vols à des fins personnelles) perpétrés par des groupes souvent périphériques. Son image souffre aussi du gonflement artificiel de ses troupes à la Libération ainsi que des quelques imprudences et bavures commises alors. Surtout, ses activités menées sous l'occupation sont, en septembre 1944, largement méconnues du grand public pour qui l'essentiel de la reconnaissance va aux troupes alliées. D'ailleurs, elle reste étrangère à la majorité de la population avec laquelle la symbiose, perceptible surtout vers la fin de l'occupation, n'est que momentanée et fugace parce que uniquement liée au rejet de l'envahisseur.

La faiblesse de l'héritage politique de la Résistance s'explique aussi par la place tout à fait minoritaire que cette dernière occupe dans la stratégie des trois piliers de la société belge que constituent à l'époque les partis catholique, socialiste et libéral. Sans relais politique direct – après un bref succès électoral en 1946, le PCB s'effondre dès 1949 – et bien souvent elle-même divisée, notamment vis-à-vis de la question royale et de la guerre froide, elle éprouve bien des difficultés à faire entendre sa voix dès l'immédiat après-guerre. En outre, à partir des années soixante, sa référence principale, le patriotisme, devient malaisée à utiliser dans un pays où les forces centrifuges occupent peu à peu le haut du pavé. Comme par ailleurs la fin du régime soviétique a sans doute mis un terme définitif au rêve d'une révolution prolétarienne, il ne lui reste plus, par un singulier raccourci de l'histoire, qu'à servir de référence à la démocratie dans la lutte contre l'extrême droite.

C. Perdants et gagnants

L'échec est patent pour les courants qui auraient espéré tirer profit de leur investissement dans la résistance pour participer à une transformation radicale de la société.

C'est évidemment le cas des communistes qui, poussés par Moscou, s'impliquent sans retenue dans la lutte contre l'occupant, en particulier dans le FI, au point d'être le principal animateur du combat clandestin de l'été 1941 au débarquement, mais aussi d'y laisser une bonne partie de leurs forces vives. Tout au plus, par sa popularité éphémère, le PCB aura pu servir d'aiguillon aux structures classiques de la société qui se voient en quelque sorte forcées par lui de procéder à d'importantes réformes sociales dès le lendemain de la Libération.

Quant aux partisans belgicistes de la droite extrême à la base notamment de la Légion belge et plus tard du Mouvement national royaliste, mais qui sont aussi présents dans certains services de renseignements, ils sont contraints, par la victoire de plus en plus prévisible des démocraties anglo-saxonnes et de l'URSS, ainsi que par le rejet croissant dans la population des régimes autoritaires, d'adoucir leur programme politique et de s'allier à la droite conservatrice, notamment dans l'Armée secrète, pour faire contrepoids à la montée de la gauche. Cette extrême droite belgiciste conserve malgré tout à la Libération des atouts précieux. Sa participation à une résistance peu coûteuse en vies humaines car relativement

attentiste lui permet en effet de se présenter alors pratiquement intacte, tout en lui offrant une certaine respectabilité.

Ceci dit, parmi les courants pionniers de la résistance belge, il existe tout de même à l'issue du conflit un vrai vainqueur, à savoir les bourgeois patriotes francophones. Malgré les concessions accordées sur le plan social et linguistique, ils obtiennent en effet ce pour quoi ils se sont battus, à savoir le rétablissement d'une Belgique indépendante et unie, régie par des principes libéraux et où l'élite francophone dispose encore d'une place importante.

Bibliographie

A. La Seconde Guerre mondiale en Belgique

1. Paul Aron et José Gotovitch (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008.
2. Etienne Verhoeyen, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994.
3. *40-45 : La Belgique en guerre*, Bruxelles, Le Vif/L'Express, 2015 (Hors Série).

B. La Seconde Guerre mondiale en Wallonie et à Bruxelles

1. Chantal Kesteloot, *Bruxelles sous l'Occupation 1940-1944* (Collection « Villes en guerre »), Bruxelles, Luc Pire/Ceges-Soma, 2009.
2. Fabrice Maerten et Alain Colignon, *La Wallonie sous l'Occupation 1940-1945* (Collection « Villes en guerre »), Bruxelles, Renaissance du Livre/Ceges-Soma, 2012 (voir la bibliographie portant surtout sur l'histoire locale, p. 14).

C. La résistance en Belgique : études générales

1. Pieter Lagrou, « Belgium », in Bob Moore (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, Berg, 2000, p. 27-63.
2. Fabrice Maerten, « La Résistance en Belgique 1940-1944 », dans *Le fort de Breendonk. Le camp de la terreur nazie en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale. Dossier pédagogique*, 3^e éd., Bruxelles, Racine/Démocratie ou Barbarie, 2006, p. 33-59 (document disponible sur [http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be/Ressources / Ouvrages de référence](http://www.democratieoubarbarie.cfwb.be/Ressources/Ouvrages_de_referance)).
3. Etienne Verhoeyen, « Quatrième partie : la résistance », dans *La Belgique occupée. De l'an 40 à la Libération*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994, p. 331-511.
4. *Les résistants belges au combat : témoignages / textes rassemblés & introduits* par Alain Leclercq et Alban van der Straten, Paris-Bruxelles, Jourdan, 2013.

D. La résistance en Belgique : études par thème

1. Emmanuel Debruyne, *La guerre secrète des espions belges 1940-1944*, Bruxelles, Racine, 2008.
2. Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz, *Pour le Roi et la Patrie : la noblesse belge dans la Résistance*, Bruxelles, Racine, 2002.
3. Marie-Françoise Gihousse, *Mouvements wallons de résistance, mai 1940 - septembre 1944*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1984.
4. José Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992.
5. Philippe Le Blanc [alias Philippe Connart], *Comète : le réseau derrière la ligne DD. De la création en 1940 à février 1943*, Arquennes, MeMograMes, 2015.

6. *Livre-mémorial Agents de Renseignement et d'Action*, Bruxelles, Antwerpen-Apeldoorn, Maklu, 2015.
7. Victor Marquet, *Contribution à l'histoire de l'Armée secrète 1940-1944*, Bruxelles, Pygmalion-Union des Fraternelles de l'Armée secrète, 6 fasc., 1991-1995.
8. Maxime Steinberg, *L'étoile et le fusil*, Bruxelles, Vie ouvrière, 3 vol., 1983-1986, en particulier le vol. 3 (en 2 tomes), *La traque des Juifs 1942-1944*, Bruxelles, 1986.
9. Fernand Strubbe, *Services secrets belges 1940-1945*, Bruxelles, Union des services de renseignement et d'action, 1997.
10. William Ugeux, *Le Groupe G (1942-1944). Deux héros de la résistance : Jean Burgers et Robert Leclercq*, Paris-Bruxelles, Elsevier Sequoia, 1978.

E. La résistance en Belgique : études régionales sur Bruxelles et la Wallonie

1. Francis Balace, « Aspects de la résistance en province de Liège », dans Francis Balace, Paul Brusson, Eugène Buchet (et a.), *La mémoire*, Liège, Province de Liège-Service des Affaires culturelles, p. 75-101.
2. Marcel Franckson et Jacques Burniat, *Chronique de la guerre subversive : le service Hotton en Thiérache, 1941-1944*, Bruxelles, FDM, 1996.
3. Pierre Jacquet, *Brabant wallon 1940-1944 : occupation et résistance*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1989.
4. Fabrice Maerten, *Du murmure au grondement. La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mons, Hannonia, 3 vol., 1999.
5. Fabrice Maerten, *La résistance dans la région mouscronnoise pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, Mouscron, Société d'histoire de Mouscron et de la région, 1984.
6. Maxime Steinberg et José Gotovitch, *Otages de la terreur nazie : le Bulgare Angheloff et son groupe de partisans juifs, Bruxelles, 1940-1943*, Malines, Musée juif de la déportation et de la résistance, 2007.

F. Historiographie de la résistance

1. Alain Colignon & José Gotovitch, « Du sang, de la sueur, de l'encre », dans *Jours de paix* (Jours de guerre, n°22-24), Bruxelles, 2001, p. 101-126.
2. Fabrice Maerten, "L'historiographie de la Résistance belge. A la recherche de la patrie perdue", in Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance. Actes du colloque international (18-20 mars 2008)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 257-276.

